L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT,

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

Bureau, Rue Chartres.

Abonnement, $10 par année, payable d'avance.
Do. 6 mois pour la campagne, $5.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 7 JUIN 1840.

CANDIDATS WHIGS
PRÉSENTÉS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. *District*—LOUFBOY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:

Premier Dist. Congressionnel—L'hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

LÉGISLATURE D'ETAT.

WM. DE BUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
J. W. PICHOT,
CHRISTIAN ROSELIUS.

ASSEMBLÉE WHIG.

Les amis de Harrison et Tylor, et de la Réforme, sont invités à se rassembler au dépôt de Rail Road Pontchartrain, 2me. Municipalité, mardi, 30 courant, à 7 heures et demie du soir.

Par ordre du comité central Whig.
J. B. WALTON, } THS. URQUHART, Président.
W. H. WHITE, } Secrétaires.

Les membres du comité central Whig, sont invités à se réunir dans la Salle de la Cour de Paroisse, mardi, 30 courant, à 6 heures et demie du soir.
J. B. WALTON, } Secrétaires.
W. H. WHITE, }

Quels sont les auteurs de nos misères? les hommes du pouvoir.

Depuis quelque temps le parti du pouvoir fait des efforts inouis pour s'exonérer du mal qu'il a fait et des calamités qu'il a occasionnées. Il est évident qu'au moment de comparaître devant le grand tribunal du pays il voudrait, sinon se justifier, du moins faire oublier son passé; mais il trouvera qu'ils est moins facile de tromper l'opinion publique que d'effacer quelques pages des régistres du Sénat des Etats-Unis.

Le parti de l'administration est au pouvoir depuis douze ans; c'est-à-dire que depuis douze ans l'opposition est foulée aux pieds, désarmée et sans aucune influence sur les affaires publiques.

Avant l'avènement de cette administration, les affaires étaient prospères, toutes les professions lucratives, le travail récompensé; alors chacun était content du présent et confiant dans l'avenir.

Or, que s'est-il passé depuis douze ans? Car, maintenant, la misère publique et privée a remplacé l'aisance et la prospérité; au contentement qui naît de l'abondance a succédé l'anxiété fébreuse qui accompagne la pauvreté inattendue; le planteur ne vend plus ses récoltes que difficilement et pourtant à vil prix; le fabricant ne pouvant plus écouler ses produits, se voit forcé de fermer ses ateliers; le commerçant ferme ses magasins, les travailleurs de toutes les classes sont partout inoccupés et nécessiteux.

Qui donc a pu nous plonger dans ce gouffre de misère, si ce n'est l'administration? Examinons :

A l'extérieur il n'y a eu aucune guerre, aucune mésintelligence avec aucune puissance étrangère; à l'intérieur il n'y a eu ni grêle, ni famine, ni fléaux du ciel d'aucune nature: même climat qu'autrefois, même régularité dans l'ordre des saisons, même fertilité du sol, même activité, même énergie parmi nos populations.

Donc, puisqu'on ne trouve ni à l'intérieur, ni à l'extérieur aucune cause de changement, il faut bien que ce soit l'œuvre de l'administration.

Un examen rapide de ses principaux actes ne laisse aucun doute à cet égard.

En 1832, l'administration refusa, au moyen d'un veto, de renouveler la charte de la banque des Etats-Unis, laquelle dut, dès lors, se préparer à une liquidation prochaine.

En 1833, voyant que cette liquidation de la Banque des Etats-Unis causait quelque embarras dans le marché monétaire, l'administration, dans le but de sauver sa popularité compromise, retira les dépôts de la Banque des Etats-Unis pour les remettre à quelques Banques locales, désignées par la faveur, *avec ordre de prêter libéralement sur ces dépôts.*

De ces faits il est résulté 1° que le nombre des Banques locales de l'Union a été presque triplé en quatre années, et cela se conçoit: la seule barrière efficace contre les abus des Banques étant renversée, les Banques ont dû se multiplier rapidement et escompter avec la plus grande extravagance; 2° que les Banques dépositaires étant, d'un côté affranchies de la surveillance de la Banque des Etats-Unis, et de l'autre invitées par l'administration à prêter *libéralement*, ont dû opérer avec une prodigalité et une imprudence extrêmes.

Voilà donc la cause première de cette fièvre de spéculations qui s'est développée avec tant de violence en 1835 et 1836. C'est assez prouver que la faute en est à l'administration; car si le bill renouvellant la charte de la Banque des Etats-Unis n'eut pas été frappé de mort par un veto, et si les dépôts n'eussent pas été retirés, on n'aurait jamais vu ces extravagantes émissions de papier qui ont provoqué des spéculations plus extravagantes encore.

A peu près à la même époque, l'administration lança la circulaire dite du *numéraire*, ordonnant aux receveurs des terres publiques de n'admettre que du numéraire en paiement des terres du gouvernement. Cette circulaire, tendant à agglomérer les métaux précieux dans quelques coins de l'Ouest éloignés de tous les grands centres commerciaux, ne tarda pas à porter ses fruits et la première suspension des paiemens en espèces eut lieu.

Ainsi, en remontant aux causes de *nos misères* on trouve toujours et partout la main impure de l'administration!

Après la suspension et le désordre financier qui s'en est suivi, l'administration est elle revenue sur ses pas? A-t-elle reconnu son erreur? Non. Elle a au contraire persévéré dans ses anciens errements avec une obstination inouie et séparé de plus en plus ses intérêts des intérêts des gouvernés, en refusant de prendre en paiement le papier des Banques et forçant ainsi le commerce et les consommateurs à payer une prime ruineuse.

Loin de chercher à faire renaître la confiance, elle a tout fait pour la détruire de plus en plus, soit en dénonçant les Banques dans ses messages, dans ses harangues et dans ses journaux, soit en s'obstinant à présenter des projets funestes à l'industrie et aux libertés publiques.

Hommes du pouvoir! c'est vous qui avez causé nos misères, c'est vous qui devez en porter la responsabilité. Vous avez changé la prospérité en détresse, l'abondance en disette; vous avez ruiné le pays, gaspillé ses ressources et compromis son avenir; vous avez semé partout le principe de la corruption et vous avez violé les lois: et vous sollicitez encore les suffrages du peuple!

AU COURRIER.

Nous avons dit au COURRIER: "Vous êtes un calomniateur," et il appelle cela une *épithète injurieuse*. Le COURRIER se trompe, c'est une *qualification méritée*: il n'existe pas d'autre mot dans notre langue pour exprimer ce qu'est le COURRIER.

En allant au fort Meigs, le général Harrison a eu l'occasion de passer quelques heure à Colombus (Ohio) où en présence a été saluée par les joyeuses acclamations de la foule.

Au moment de partir, la foule qui se pressait autour de lui était si considérable qu'il devenait impossible pour le général d'avoir une communication directe avec tout le monde. Alors, cédant aux sollicitations de ses nombreux amis, et aux désire de la foule empressée, il leur a adressé une allocution dont ce qui suit n'est qu'une esquisse imparfaite.

" Nous voudrions, dit le *Ohio Confederate* du 11, qui a produit cette esquisse, nous voudrions que tout le monde en Amérique eut entendu ce discours. Comme les calomniateurs qui lui imputent des motifs, des opinions et des desseins qu'il n'a jamais eus, et des principes qui ne furent jamais les siens; comme les calomniateurs qui l'ont taxé d'*imbécillité* et de *lâcheté* auraient été confondus!

OBSERVATIONS DU GENERAL HARRISON.

" Après avoir témoigné sa reconnaissance à ses concitoyens du comté de Columbus et Franklin pour leur cordiale hospitalité, il leur rappela que dès l'époque où il était investi du commandement de "l'armée du nord-ouest" il avait eu son quartier général à Franklinton, de l'autre côté de la rivière, et que dès lors il avait eu le bonheur de trouver dans la population du comté de Franklin non seulement de bons citoyens, mais des patriotes et d'excellents soldats. Puis il aborda son sujet.

" Je ne remarquai que les uns sont pour M. Vanburen et les autres pour leur chef: il est naturel que la curiosité publique s'exerçât à l'égard de certaines choses qui ont été publiées me concernant et je n'ai mal l'éloignement à donner à mes concitoyens toutes les explications convenables dans la position où je me trouve placé.

" Je dois avouer que j'ai éprouvé une profonde affliction depuis que j'ai été choisi candidat pour la première place de la république, la première de monde, de voir qu'une partie de mes concitoyens aient cru nécessaire, ou convenable, de déverser sur moi l'injure et la calomnie; et pourtant quelque chère que doive être pour moi la réputation que j'ai acquise, je m'afflige de ces attaques bien moins par des considérations personnelles que par des considérations d'un ordre plus élevé.

" Et si l'histoire me montre comme motif de consolation, que les meilleurs de hommes, ceux qui s'étaient dévoués au service de leur pays, ont été cependant abreuvés d'injures et de dégouts, il ne faut pas perdre de vue que la vérité et la vertu sont les bases de notre système de gouvernement, et que le jour où ces qualités seront méprisées, nos institutions républicaines doivent tomber: c'est donc avec un vif regret que j'aperçois ces symptômes de démoralisation, comme une indication du danger que courent les libertés publiques.

" Une partie de la presse politique soutenant l'administration actuelle et certaine partisans de M. Van Buren, qui est aussi candidat pour cette suprême magistrature ont répandu beaucoup de calomnies contre moi; mais de toutes ces accusations calomnieuses ci-dessus, celles qui ont été récemment répandues par les colonnes des journaux contre ma conduite et mon caractère, je ne parlerai qu'en présent que du prétendu *comité de tutelle*.

" S'il fallait en croire mes ennemis, je n'aurais pas seulement un *comité de conscience*, mais je serais encore tenu par ce comité dans une cage de fer! (Ici il est interrompu par les éclats de rire de son auditoire. Et en effet l'idée du général Harrison, dont la fermeté se peint heureusement sur sa physionomie, le fils du gouverneur Harrison, l'élève du brave général Wayne surnommé *Mad Anthony*, le héros de Tippecanoe, le défenseur de fort Meigs, le vainqueur de Proctor, mis dans une cage! il y a vraiment de quoi rire.)

La calme une fois rétabli, le général Harrison a continué:

"Je n'ai point de comité, concitoyens, point de comité confidentiel ni non-confidentiel. Il est vrai que j'ai employé mon ami le major Gwynn, à m'aider à répondre à quelques unes des nombreuses questions qui me sont faites par lettres; mais je l'ai employé seulement pour faire ce que tout le monde aurait pû faire également bien. Il n'y a peut-être pas une question politique, de celles qui s'agitent en ce moment, sur laquelle je n'ai pas, depuis longtemps, publié mes opinions soit par lettres, soit par des discours, soit par des actes officiels. La plus grande partie des lettres qui m'étaient adressées avait pour objet de s'informer de mes opinions sur l'abolition, sur une Banque des Etats Unis et sur d'autres matières concernant lesquelles mes opinions sont déjà connues du public. La meilleure réponse à ces questions, je la donnais du même temps le plus satisfaisante pour toutes personnes bien intentionnées, c'est de se référer aux documens dans lesquels ces opinions se trouvent exposées. C'étaient des réponses de cette nature dont je chargeais mon excellent ami le Major Gwynn. Je répondais moi-même aux lettres exigeant une attention plus particulière. Tous ceux qui connaissent le Major Gwynn savent que ce n'est pas l'homme que j'emploierais pour écrire une lettre politique: c'est un homme qui s'est formé lui même, c'est un son soldat et un parfait *gentleman*; mais il n'est ni homme d'état ni écrivain. Je l'ai prié de me rendre ce service parce qu'il est mon ami, et que je puis entièrement compter sur lui.

" J'ai l'habitude de recevoir, d'ouvrir et de lire toutes mes lettres. Celles qui exigent une attention particulière j'y réponds moi-même; celles qui peuvent aisément être répandues par toute autre personne, je les envoie à mon ami, avec une ligne au dos indiquant le lieu où l'information demandée peut être trouvée; comme par exemple: "Référez l'écrivain de la lettre au discours de Vincennes"—ou bien: "On pourra trouver la réponse dans la lettre de M. Denny, &c."

"Mais il paraît que le Major Gwynn était Président d'un comité de citoyens du comté de Hamilton. Lorsque la fameuse lettre d'Oswego fut reçue, après avoir été lue par moi, elle fut envoyée au major Gwynn avec mon annotation, comme d'usage, pour les lettres de cette nature. Il paraît que la réponse fut signée par les collègues du major Gwynn, membres du comité de comté. Tout cela se faisait à mon insu et j'ignorais non seulement qu'un comité eut rien à faire avec mes lettres, mais j'ignorais même jusqu'à l'existence de ce comité. Ainsi par suite d'une petite méprise et de beaucoup de méchanceté, ces messieurs ont été transformés en *comité de tutelle* me tenant dans une cage de fer pour m'empêcher de répondre aux questions qu'on pouvait me faire!

"Remarquez bien que je n'avais en effet appelé quelques amis à mon secours pour m'aider à faire ma correspondance, cette mesure ne serait ni insolite ni sans précédents respectables. On a dit que beaucoup de documens portant la signature du Général Washington étaient écrits par d'autres, et je ne crois pas que cette assertion ait jamais été contredite; et le gén. Breckenridge, aide-de-camp gén. Jackson pendant la dernière guerre, s'est donné comme l'auteur d'une grande partie de la correspondance gén. Jackson. Ainsi, si je m'étais fait aider dans ma correspondance je n'aurais fait que suivre de glorieux exemples; mais je ne l'ai point fait en aucune façon; sauf ce que j'ai expliqué du Major Gwynn, chargé par moi de répondre, pour toute réponse, aux sources publiques ou les informations demandées devaient se trouver.

"Je dois même dire que pendant ma longue carrière civile et militaire, il n'y a pas eu une seule lettre, pas un seul rapport, pas un seul discours, pas un seul ordre portant ma signature, qui n'ait été écrit entièrement de ma main.

"Je veux montrer d'ailleurs qu'il serait matériellement impossible, alors même que je ne fesais pas autre chose, d'ouvrir, de lire, et de *répondre* toutes les lettres que je reçois. Pour vous donner une idée du travail indispensable qu'exigerait cette correspondance, je reçois ordinairement 24 lettres par jour. Et croyez-vous qu'il fut possible de donner toute l'attention nécessaire à une pareille correspondance, même en négligeant tous les autres devoirs?

" Il est vrai qu'il y a dans le nombre des communications qui se sont pas dignes de mon attention, envoyées par des personnes n'ayant d'autre objet que de faire dire des choses qui pourraient nuire à moi et au parti avec lequel je suis identifié. Mais les lettres sérieuses exigeant une considération respectueuse par la source d'où elles émanent et par les questions qu'elles soulèvent, sont encore en trop grand nombre pour pouvoir être convenablement répondues par un homme qui.

" Si j'ai fait plus particulièrement allusion à ce sujet d'*un comité*, c'est parce que mes adversaires politiques ont cru devoir en faire, après l'avoir inventé, pour m'attirer l'animadversion publique. Mais ce n'est qu'un des innombrables mensonges qui ont été faits sur moi, sur ma conduite, sur mes principes et sur mes opinions par la presse du parti du pouvoir. Pour les énumérer et rétablir les faits, il me faudrait trop de temps et d'ailleurs la chose n'est ni utile, ni convenable de ma part.

"Cependant je dois signaler en passant le *Richmond Enquirer* comme un exemple de la prostitution de la presse pour des intérêts de parti. Je suis d'autant plus surpris de la manière avec laquelle ce journal a attaqué ma réputation et mon caractère, qu'il n'avait autrefois rendu plus que justice en me louant hautement pour les services que j'ai pu rendre à mon pays comme soldat et comme citoyen, et que son éditeur avait avancé à l'époque, que j'en ai n'était plus capable que moi de remplir les fonctions de ministre de la guerre. Comment peut-il se faire que le même homme se prête à faire circuler les plus misérables calomnies contre moi en cherchant à persuader que je ne suis qu'un *lâche* et un *fédéraliste*."

Faisant allusion à la preuve sur laquelle l'*Enquirer* cherchait à baser cette accusation de *fédéralisme*; c'est-à-dire, l'attaque de M. Randolph dans le Sénat des Etats-Unis, le général Harrison continua:

"L'attaque de M. Randolph a été repoussée à l'instant même où elle a été faite. Ceux qui ont connu M. Randolph savent que jamais il ne recula devant ce qu'il avait avancé et qu'il persistait to jours à soutenir son opinion, à moins qu'on ne lui prouvât qu'il était dans l'erreur. Or, puisque Randolph n'a pas répliqué à ma réponse, c'est qu'à ses yeux ma réponse était victorieuse.

"L'attaque de Randolph contre moi fut le résultat d'un moment d'irritation, et voici à quelle occasion: M. Adams ayant refusé d'adopter contre la France les mesures que soutenaient ses amis politiques, et s'étant ainsi monté plus Américain qu homme de parti, j'approuvai hautement sa conduite *en cette circonstance*. C'était l'expression de cette approbation sur le véritable but de laquelle Randolph se méprenait qui a produit l'erreur. M. Randolph se rappelait l'expression d'approbation sans se rappeler bien exactement sur quel acte elle portait, et ce fut ainsi que le fait d'avoir appartenu au parti républicain depuis 1800 m'a fait accuser longtemps après de fédéralisme. C'est parce que j'ai approuvé dans l'administration Adams un acte isolé, *réprouvé par les fédéralistes*, partisans de Adams, que je suis accusé de fédéralisme! Est-il possible de porter plus loin l'inconséquence, l'injustice envers moi?"

Faisant allusion à quelques autres mensonges sciemment et hontueusement répandus par la presse du parti du pouvoir, il dit: quelque incroyable que puisse vous paraître la chose, concitoyens, il n'est que trop vrai qu'on a extrait d'un long discours, formant deux colonnes d'un journal, et de divers endroits de ce discours, deux courtes phrases qu'on a par conséquent tronquées, isolées en les séparant du texte, et on a publié ces deux phrases sous mon nom.

Le général Harrison déplore que l'opinion publique tolère une telle déloyauté dans les partis et il espère pour l'honneur de son pays et pour la cause de la liberté que ces excès cesseront devant la réprobation d'une opinion publique plus attentive.

"Mais, concitoyens, j'ai été accusé dans la Chambre même des Représentans de cet Etat de fautes envers mon pays; fautes si graves que, si elles eussent été vraies, elle m'auraient coûté la vie. Aujourd'hui même encore, si ces accusations étaient prouvées, elles m'exposeraient aux peines les plus sévères que prononcent les lois militaires: car, j'ai toujours pensé que la résignation de son office ne dispensait pas un officier de la responsabilité de ses actes. Ces accusations du reste ne sont point lancées par mes compagnons d'armes, par des témoins oculaires de ma conduite, par ces hommes si grands, si bons, si braves qui ont combattu à mes côtés ou sous mon commandement. Elles ne sont pas d'ailleurs bien d'accord entre elles; et l'on peut se faire une idée de leur valeur en consultant le témoignage du gouverneur Shelby, le vénérable héros de la montagne Royale (King's mountain), celui du brave Perry et de tant d'autres esprits pleins de courage et de générosité qui tous ont vu ou connu les faits ou ont pris part à toutes les opérations qui se lient à la bataille de la Tamise. Qu'on mette ces preuves dites à côté d'hommes impartiaux et honorables, qu'on mette ces récits unanimes de l'histoire et l'autorité de l'opinion générale en présence de ces absurdes assertions d'hommes qui, en n'étaient pas nés ou ne bégayaient encore aux lèvres de leurs nourrices, l'heure où nous combattions pour la patrie! Je dois l'avouer malgré tout, je suis sensible à ces calomnies. Un nom sans tâche est mon trésor le plus cher, et je vois avec poine que des calomniateurs cherchent ainsi à déchirer ma réputation. Encore s'ils s'attaquaient à une terre qui m'appartint, s'ils cherchaient à détruire les contrats et les titres de mes faibles propriétés, je n'opposerais que la patience à leurs efforts et je donnerais un sourire à leur succès. Mais je ne dois pas m'en défendre, malgré la parfaite confiance que j'ai dans la justice de mes concitoyens et dans la décision de l'impartiale postérité, de pareilles calomnies me causent un vif déplaisir. Grâce à cette déplorable publicité, adversaire, je me trouve en quelque sorte jugé devant mon pays. Je suis fils du sol, et je dois refuser à subir le jugement de mes pays. Que le peuple américain soit le jury, que mes adversaires se conforment aux règles établies par le droit commun, et je ne craindrai pas le résultat de la plus minutieuse enquête, et je me soumettrai avec joie au verdict d'une communauté vertueuse et éclairée. Je ne demande qu'une procédure loyale, qu'une bonne justice, et rien de plus."

Le général Harrison fait ensuite allusion à plusieurs autres calomnies aussi peu fondées, dont l'invention et la publication ne sauraient se justifier par aucun fait. Il parle de la bataille de Tippecanoe et du brave et regrettable Davies dont la mort lui a été attribuée. Tout ce qu'on raconte relativement au cheval blanc est entièrement controuvé, et la mort du valeureux Kentuckien n'a aucun rapport à la jument blanche qu'il possédait alors et qui, par hazard, ne fut montée par personne ce jour là. En relevant les calomnies qui se rattachent à la bataille de Tippecanoe, le général dit que la meilleure réfutation de toutes ces calomnies se trouve dans les actes de la législature du Kentucky et surtout dans la confiance sans bornes que lui témoignèrent le digne gouverneur, et le peuple de cet Etat en lui confiant plus tard le commandement de leur armée, composée des hommes les plus intrépides du pays, du sang le plus généreux du Kentucky. Le général Harrison parle avec une émotion profonde de la confiance qui lui fut accordée par le Kentucky et dit que la commission qui le nomma chef de la belle armée de ce pays, a toujours été l'un de ses titres les plus chers et les plus glorieux.

Il cite ensuite une anecdote très récente qui a été inventée dans son voisinage et qui a été lancée dans le monde sous la sainte protection d'un affidavit: "J'aurais, dit-on, avoué à un jeune homme avec lequel je me trouvai sur un bateau à vapeur, j'aurais avoué que j'étais abolitioniste et qu'en voiant contre les restrictions dans la Louisiane, j'aurais résisté aux inspirations de ma conscience et que j'en serais parti si j'eut eu en lui-même les preuves les plus évidentes de son entière fau-cité? Et lorsque je déclare que c'est un mensonge qui ne s'appuie ni sur un fait ni même sur un mot, ce n'est pas qu'une aussi misérable invention vaille la peine d'un démenti, c'est uniquement pour faire ressortir l'injustice sans vergogne de mes ennemis politiques qui en sont réduits à avoir plus d'autre espoir de me vaincre qu'en ternissant ma réputation." "C'est une chose triste, concitoyens, que les défenseurs de M. Van Buren oublient ce qu'ils doivent au caractère du citoyen américain, et fassent violence à la nature de nos libres institutions au point de ne plus compter pour vaincre que sur d'aussi misérables manœuvres. Si je ne devais arriver au poste éminent où vous voulez m'élever qu'à l'aide de pareilles moyens, je ne l'accepterais pas; et si j'avais le pouvoir de l'empêcher, je ne laisserais pas, même pour arriver à ce but d'une noble ambition, attaquer injustement la réputation de mon compétiteur.

"Plus d'une fois j'ai défendu M. Van Buren contre mes amis et mes et mes partisans lorsque ceux-ci me paraissaient l'attaquer à tort. Concitoyens, si M. Van Buren est le meilleur des hommes d'Etat, ne craignons pas de le dire: je serais le dernier à faire la moindre objection, car ce que je désire avant tout, c'est la plus complète indépendance de pensée et d'action, la liberté la plus illimitée d'opinions et de sentiment. J'aime un adversaire franc et généreux;—je serais heureux de me rallier à un tel homme;—je serais heureux de le servir, suivant mes forces; avec autant de dévouement que l'ami le plus cher.... Mais cette guerre politique, qui ne cherche le succès que dans la calomnie, mérite l'indignation de tout bonnête homme; elle est odieuse à tout cœur généreux; elle mène à la destruction de la vertu publique et par suite à la chute de la liberté!

"Je vous demande pardon, concitoyens, de vous exposer si longuement mes sentimens; mais je veux vous parler encore d'une erreur dont j'ai été victime jusqu'à moi. Un journal allemand, publié à Cincinnati, presque sous mes yeux, svance, avec un air de parfaite sincérité que " le Général Harrison, maintenant candidat pour la présidence des Etats-Unis, était, il y a bien des années, aide de camp du général Wayne, durant la guerre contre les Indiens, et que toutes les fois que le jeune Harrison voyait venir le jour d'une bataille, il avait soin d'aller se cacher dans les bois."

(A ces mots des rires universels éclatent dans l'assemblée.) "L'éditeur a oublié, Messieurs, en servant à ses lecteurs cette spirituelle plaisanterie, qu'il n'y avait pour le jeune Harrison de sureté possible contre le scalpel des indiens que *hors des bois*! Une pareille anecdote ne peut exciter ici que le rire; mais qui sait si le journal qui l'a inventée ne sort pas de notre pays et ne va pas se faire lire en Europe où notre histoire est moins connue? Qui sait si d'aussi pitoyables fusées ne s'y seront démenties?

"On a dit souvent, concitoyens, que les vieux soldats se plaisaient à revenir sur leurs anciens jours, à assister par le souvenir à leurs combats d'autre fois. Au moment où j'ai pris la parole, je voulais seulement vous dire quelques mots de ce fameux " COMPTE DE TUTELLE" et de cette " cage de fer" dans laquelle il me retient, mais sans le vouloir, j'ai profité de vos bontés dispositions à m'écouter et je me suis laissé entraîner à beaucoup d'autres points. Je ne veux plus ajouter qu'un mot: si celui qui m'a logé dans " une cage de fer," a commis une étrange méprise, l'honnête qui m'a fait habiter un "*Log Cabin*," était plus prêt de la vérité que sans doute il ne le suppose lui-même. Le fait est qu'une partie de ma maison d'habitation est un "*Log Cabin*," mais quand on y recueillit des mots, mes rires éclatent et bruyamment qu'ils couvrent la voix de l'orateur) " Mais je ne veux pas mériter plus longtemps le reproche qu'on fait aux vieux soldats, je ne veux pas m'exposer à être soupçonné de devenir bavard avec l'âge, je terminerai ici ces observations improvisées à la hâte, en remerciant mes concitoyens de Columbus de leur bienveillante réception, et de l'occasion ainsi que des sentimens d'affection dont ils m'ont déjà donné plus d'une fois tant de preuves chères à mon cœur."

Le général s'est retiré, laissant la foule qui s'était grossie encore durant son discours, "charmée des paroles qu'il venait d'adresser ainsi sans préparation. Tout le monde disait qu'il serait à souhaiter que tous les citoyens de l'Union eussent pu entendre cette allocution, elle aurait laissé dans l'esprit de tous la conviction que le candidat de l'opposition pour la présidence est le dernier homme du monde qu'on put soupçonner à un " comité de tutelle" et que personne n'a plus d'indépendance d'esprit et de caractère que le général *Harrison*.

Le général a quitté la ville vers 10 heures accompagné du maire et du président du comité central de l'Etat et suivi d'une nombreuse cavalcade qui l'a escorté jusqu'à un mille environ de la ville. Là le maire lui a adressé au nom de ses concitoyens quelques mots d'adieux auxquels il a répondu avec son bonheur ordinaire.

A la demande de quelques uns de nos abonnés nous traduisons de la partie anglaise du *Courrier* de jeudi soir, 25 du courant, la lettre suivante :

A Martin Gordon, Sen. &c. &c. &c.

"Messieurs, votre lettre adressée aux soussignés, lesquels ont été placés par le parti démocratique de la Nouvelle-Orléans sur son ticket législatif aux prochaines élections, vous a été communiquée par l'intermédiaire du *Courrier* du 22 de ce mois; nous nous servirons du même moyen pour vous faire connaître notre réponse.

" Vous exigez que nous prenions l'engagement, dans le cas où nous serions élus, de soutenir les mesures nécessaires pour effectuer un changement dans la constitution de notre Etat, par lequel tout *homme étendu à tous les citoyens mâles et blancs, âgés de vingt-un ans, qui auront résidé un an parmi nous.*

" Reconnaissant la sagesse du principe démocratique que dans les élections populaires les votants ont le droit de connaître les opinions politiques des candidats qui sollicitent leurs suffrages, nous avons le plaisir de dire en réponse, que dans le cas où nous serions élus, nous soutiendrions certainement les mesures dont il s'agit, si une majorité de nos constituans le désirait et nous manifestait ses désirs au moyen d'un des modes usuels d'instruction.

Respectueusement, &c.
E. A. Canon, D. Augustin,
C. W. Peck, John Mullins,
Hortaire Audry, J. R. Grymes,
Charles F. Daunoy.

Le discours du gén. *Harrison* que nous reproduisons aujourd'hui, a trouvé dans la presse une approbation unanime, et nos lecteurs le comprendront facilement en lisant ce morceau si plein de simplicité; de franchise et de noblesse.

Samedi soir on a trouvé noyé près du moulin de M. Debuys, 3me municipalité, un nègre vêtu d'une chemise de cotonnade et d'un pantalon de toile. Il paraissait avoir séjourné près de quatre jours dans l'eau.

INTERIEUR.

Extrait de notre correspondance particulière.

WASHINGTON, 17 juin 1840.

SENAT.—Une grande partie de la séance a été consacrée à entendre les plaintes de M. Clay de l'Alabama, qui reproche aux journaux et aux rapporteurs de l'opposition d'avoir prétendu que le bill de M. Poinsett était un plan d'armée permanente et celui de la sous-trésorerie un plan de Banque gouvernementale.

M. CLAY du Kentucky s'est élevé à propos du discours de son homonyme de l'Alabama contre l'habitude de certains membres du Congrès de détourner l'attention du Sénat des affaires publiques pour l'occuper de la presse. Il a, que du reste la presse, en attaquant les projets du gouvernement usait d'un droit qui lui était plein et entier acquis; que la presse pouvait quelque fois se tromper; mais qu'il fallait ne pas voir seulement ses erreurs et tenir aussi compte du bien qu'elle produit.

Après une discussion qui s'est prolongée quelque temps, M. Walker du Mississipi a demandé la nomination d'un comité spécial chargé de s'enquérir de la convenance qu'il y aurait à choisir trois rapporteurs dans chaque opinion politique, lesquels s'engageraient par serment à rapporter fidèlement et avec soin les séances du Sénat.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Après une inutile tentative pour fixer au neuf juillet la cloture du Congrès, la Chambre se forme en comité général pour reprendre la discussion du *Bill de la Sous-Trésorerie*. M. Bel. du Tennessee a terminé un discours contre ce projet de loi, discours aussi remarquable par l'originalité des vues de l'orateur sur les grandes questions financières que par l'habileté et l'éloquence qu'il y a déployées.

NOMINATIONS PAR LE PRESIDENT DES ETATS UNIS.

De l'avis et avec le consentement du sénat:

William L. Marcy, de New York, et John Rowan du Kentucky, commissaires du gouvernement chargés de l'exécution de la convention passée le 11 avril 1839 avec la république Mexicaine.

Alexandre Dimitry, de la Louisiane, secrétaire de la dite commission.

MASSACHUSETTS.—A la convention qui a eu lieu à Worcester, se trouvaient, plus de 15,000 personnes. *John Davis* a été unanimement proclamé candidat pour gouverneur, et M. *Hull* pour lieutenant gouverneur.

On lit dans le *Mémoucie Sentinel*, du 2 juin: Le bruit court en ville que les troupes de la Prairie du Chien ont eu avec les Winnebagoes, un engagement dans lequel elles ont perdu 16 hommes et en ont tué 60 à l'ennemi.

NEW-YORK.—Le 17 courant a eu lieu dans Broadway la dédicace d'un Log Cabin; plusieurs milliers de personnes étaient présentes à cette cérémonie dans laquelle plusieurs orateurs ont tour à tour pris la parole.

Le président des Etats Unis a reconnu comme consul du duché de Nassau pour le port de New-York, Wilhelm Augusto Kobler.

—L'Argus d'Albany du 17 annonce la mort de M. Edward Livingston, qui a longtems occupé avec honneur plusieurs positions politiques.

BOSTON.—Le *John Adams*, corvette des Etats Unis qui avait quitté Rio Janeiro en même tems que le *Columbia*, est arrivé le 15 à Boston après avoir touché à la Martinique. Le *John Adams* a perdu 23 hommes, durant son absence.

NORFOLK.—Le vaisseau des Etats Unis, *Lexington*, est arrivé le 16 dans ce port, après 98 jours de Valparaiso et 45 de Rio Janeiro. Le 9 février, le *Lexington* a laissé à Callao la frégate des Etats Unis, *Constitution*; cette frégate devait appareiller sous peu pour Valparaiso pour se rendre de là aux Iles Sandwich. Le *Lexington* a été absent environ trois ans. Il est parti de Boston le 20 août 1837; il a parcouru 56,000 milles dans 516 jours de mer; il a touché à différens ports de la Colombie, du Mexique, du Chili et du Pérou, a passé quatre fois l'équateur et subi toutes les rudes épreuves réservées à une si longue navigation.

On pense que le compte s'ajournera du 6 au 15 juillet.

Le *Free Trader* de Natchez annonce que la récolte de coton s'annonce d'une façon magnifique dans les parties du Mississipi qui n'ont point eu à souffrir d'inondation.

Le *Great Western* a dû quitter Bristol le 5 courant et l'on attend à chaque instant son arrivée; le second navire à vapeur de la ligne entre Liverpool, Halifax et Boston, est parti d'Angleterre le 1er, et il ne peuvent tarder à arriver. Nous aurons donc sous peu des nouvelles d'Europe.

EXTERIEUR.

La ligne de navires à vapeur entre la France et les Indes Occidentales partira de Bordeaux; celle entre la France et le Mexique, de Marseille.

L'un des derniers numéros du *Times* de Londres annonce que la compagnie des Indes Orientales a donné l'ordre de continuer la culture de l'opium pour pouvoir en fournir à la Chine en 1841.

A MM. les Editeurs de l'Abeille,

Nos noms seront mis en avant au nombre de ceux nommés par le parti soi-disant démocratique, dans le Courrier, nous déclarons que c'est à notre insu et nous vous prions de vous loir bien insérer le présent article.

FÉLIX PIQUERY,
THÉODULE PIQUERY.

29 juin

Marié samedi soir, 27 du courant par M. Jabo Moni, M. Isidore Pissano, à Melle. Adrienne Montilly, tous deux de la Nelle. Orléans.

DÉCÉDÉ hier à 2 heures P. M., et à l'âge de 72 ans, M. *Léon Léonard*, bailli de cette ville; ses amis et ceux de sa famille sont invités d'assister à ses funérailles. Le convoi partira de son domicile, rue des Remparts, entre les rues Dumaine et St. Philippe, ce soir à 5 heures. 29 juin

Nous sommes autorisés à annonce Mr. HENRY DUGUE, comme candidat pour la place de Représentant de la paroisse de Jefferson, à la prochaine élection. 28 av—20

COMMERCIAL.

MARCHÉ MONÉTAIRE.
Nouvelle-Orléans, 27 juin 1840.

Espèces	— a —		pour cent prime.
Billets de Banque des E.U.	2½ a —		do.
Notes de la Trésorerie	7 a —		do.
Doublons Espagnols	15 a 15		$15 $5.
do Mexicains	16 a 16		17 20.
Or Américain	6 a 6		5 pour cent prime.

HAVRE le 12 mai.

COTON—Hier les ventes sont faites a une étendue considérable; elles se sont élevées à environ 6,500 balles; savoir: 2,400 de la Nelle. Orléans; 700 Mobile de 70 à 86 fcs; 760 Floride de 79 à 84 fcs; et 1500 Upland de 65 à 86. Parmi ces opérations la plus importante est de 1243 balles de Nelle. Orléans, mais Bagnolet, 1 à 2 mois, de 80 à 86 fcs; 1160 do. par le St. Louis, à 75f,—960 Upland par le Burgundy à 82; et 720 Floride à 81. Plusieurs achats ont été faits pour l'exportation et le transit; mais bien que les demandes aient été nombreuses, on n'a pas pu obtenir une hausse sur les prix du cours.

DERNIERES DATES.

New-York	juin 16	Liverpool	mai 16
Boston	juin 17	Londres	mai 16
Charleston	juin 19	Havre	mai 13
Washington	juin 19	Paris	mai 13
Baltimore	juin 19	Bordeaux	mai 8
Cincinnati	juin 22	Cadiz	mai 4
New-Orléans	juin 27	Malaga	mai 26
Philadelphie	juin 8	Havana	juin 17
Mexico	mai 27	Houston	juin 22

LISTE MARITIME.

POUR LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIÉS.

Navire Sydney, Cowen, Havre.	A & J Dennistoun & co
Norway, Eldridge, Havre.	S & J P Whitney
St. Lawrence, Glover, Liverpool.	L H Gale
Alabama, Berry, Mobile.	A Cohen
Queen Victoria, Thompson, do	L H Gale
Barque Clarion, Little, New York.	R Cronin & co